



## La mise en orbite de l'Ecole nationale de procédure de Tunisie

**Voilà des mois que les experts de la chambre nationale de France et de l'Ecole nationale de procédure de Paris travaillent sous les auspices de l'UIHJ et en collaboration permanente avec nos confrères de l'Ordre tunisien à la mise en œuvre de l'ENP à Tunis.**

Concrétisant le protocole d'accord signé à Paris en septembre 2003, les présidents Skander pour la Tunisie et Abel Pansard pour l'ENP de Paris, ont mis sur pied les premières sessions de formation des cadres tunisiens eux-mêmes appelés à assurer la formation de leurs propres confrères, relevant de la structure élaborée par l'ENP de Tunisie.

L'ENP de Tunisie n'est plus un leurre car voilà déjà plusieurs mois que les conférenciers sillonnent le territoire pour appliquer le nouveau règlement de l'Ordre qui va obliger chacun des huissiers de justice tunisiens à suivre des cycles de formation. La coopération de l'ENP de Paris a consisté à mettre à la disposition des formateurs tunisiens à l'occasion de sessions qui ont eu lieu à Paris, en mars dernier, les structures techniques dont elle dispose pour la formation des personnels des études et des huissiers de justice français.

Nos confrères tunisiens très studieux et avides de connaissances ont mis à profit les stages de haute technicité pour affiner la maîtrise de la pédagogie de groupe appliquée à des professionnels de la même corporation.

Le succès de l'opération est aussi à mettre au crédit de l'équipe de l'ENP de Paris (Jean-Paul Spinelli, Stéphane Gensollen) qui, aux côtés d'Abel Pansard, ont apporté les premières mesures d'une partition inspirée par l'UIHJ qui place la formation au sommet de ses actions.

## The launch of the National School of Legal Proceedings in Tunisia

**For several months now the experts from the French National Chamber of enforcement agents and the French National School of Procedure (ENP) in Paris having been working under the IUJO and in permanent collaboration with our Tunisian colleagues to set up the ENP in Tunis.**

Putting the protocol agreement signed in Paris in September 2003 into practice, Presidents Skander for Tunisia and Abel Pansard for the French National school of procedure of Paris, started off the first training sessions for Tunisian executives who themselves will be responsible for training their colleagues under the structure provided by the ENP of Tunisia.

The ENP of Tunisia is no longer a mere distraction, for several months now speakers have been travelling far and wide to put into force the rules of the new Order that will oblige each Tunisian judicial officer to take specific training courses.

The Paris ENP's participation consisted in making its technical structures used by trainee personnel and French judicial officer trainees available to Tunisian trainers during the sessions held in Paris last March.

Our studious Tunisian colleagues, ever thirsty for knowledge, took advantage of these highly technical programmes to refine their mastery of group pedagogy where applied to professionals in the same line of business.

Credit for the success of the operation must also be go to the ENP of Paris (Jean-Paul Spinelli, Stéphanie Gensollen), who worked alongside Abel Pansard, and took the first steps in the venture inspired by the IUJO where training is a top priority.



## Colloque International de Tunis – 19 mars 2004 : Contribution des huissiers de justice à la mise en œuvre d'un ordre judiciaire mondial

**Sur la lancée du mémorable congrès mondial du mois de mai 2003, l'infatigable président Mourad Skander, président de l'ordre national des huissiers de Justice de Tunisie, a organisé un colloque international d'une ampleur exceptionnelle avec la participation d'experts venus du monde entier.**

### Un président réactif

En ouverture M. Mohamed Lejmi, avocat général directeur des services judiciaires, au nom de M. Tekkar, ministre de la Justice, ministre des Droits de l'homme devait insister sur le rôle éminent joué par la Tunisie dans le domaine international en multipliant les actions en direction des pays étrangers et en s'impliquant dans la mondialisation.

Le président Skander manifestait sa joie de retrouver, quelques mois après le 18e congrès de l'UIHJ, un panel aussi dense de confrères venus d'Europe, d'Afrique et d'Amérique ce qui ne manquait pas de réjouir le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, qui ne tarissait pas d'éloges sur la réactivité du président tunisien toujours prompt à faire avancer les choses dès lors qu'il s'agit de son pays et de sa profession.

### Des orateurs de talent

L'introduction au colloque de Me Skander, ouvrait sur deux parties, la première portant sur les incidences de la géopolitique sur l'activité de l'huissier de justice et la seconde sur les expériences nationales dans la construction de l'ordre judiciaire international.

Ce riche programme permit d'apprécier la qualité et l'art oratoire d'un grand nombre d'intervenants :

Me Yacine Sene (Sénégal), vice présidente de l'UIHJ, traitait des « effets bénéfiques du traité de l'OHADA pour les huissiers de justice africains » alors que Me Jean Christin (Suisse), trésorier de l'UIHJ, nous faisait pénétrer dans l'antre des systèmes fédéraux en citant l'exemple de la Suisse.

Nul mieux que Johan Fourie (Afrique du Sud), membre du bureau de l'UIHJ, ne pouvait aborder la coexistence du droit romain et de le *common law* dans le sens ou cette dualité de régimes pouvait être considérée comme étant de nature à nuire à l'activité de l'huissier de justice dans la sous région australe de l'Afrique, de même que personne d'autre que Me Jean-Paul Spinelli (France), membre du bureau de l'UIHJ, grand spécialiste à l'Union des conventions internationales, ne pouvait s'exprimer sur le thème de la coopération franco-tunisienne du 28 juin 1972 et de la hiérarchie des instruments du droit international.

Restait, avant de clore, cette première partie, à entendre Me Roger Dujardin (Belgique), vice président de l'UIHJ, nous vanter les mérites de la Convention de la Haye du 15 novembre 1965 sur la signification transnationale des actes judiciaires.

*Les intervenants - The panel*





**Une table ronde internationale**

La deuxième partie du programme était réservée à une table ronde ou devaient se côtoyer, sous l'autorité d'un animateur d'envergure, Me Leo Netten (Pays-Bas), Me Tarek Tourjman (Tunisie), secrétaire adjoint du bureau de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie, « la mise à niveau de la profession d'huissier de justice en Tunisie : une démarche à confirmer » Me Dariusz Potkanski (Pologne), trésorier adjoint de l'UIHJ « l'élévation progressive des huissiers de justice en Pologne ». Me Mohamed Bousmeha (Algérie): « le régime disciplinaire des huissiers de justice en Algérie ». Me André Mathieu (Canada), secrétaire adjoint de l'UIHJ, « l'inspectorat au Québec, un suivi pédagogique plutôt qu'un organe disciplinaire ». « Le recouvrement des créances » par Jean-Paul SPINELLI.

La formation ne devait pas être occultée puisque Me Abel Pansard, président du Conseil de Direction de l'Ecole nationale de procédure (France) et Me Roland De Meerleer (Belgique) devait intervenir sur ce thème de grande actualité.

**La Tunisie : l'une des places fortes de la profession**

Il revenait enfin au professeur Nadhir Ben Ammou, de la faculté de droit de Tunis, avec son talent et son brio naturel, que nous avons toujours grand plaisir à apprécier dans les enceintes scientifiques de l'Union, (M. Ben Ammou fût du panel mondial du congrès international du mois de mai 2003), à présenter le rapport de synthèse qui mit en exergue d'abord tout l'intérêt du thème et ensuite la richesse des contributions apportées par les différents intervenants.

La Tunisie, décidément, s'impose de plus en plus comme l'une des places fortes de la profession dans le monde... Tout cela ne peut que susciter encouragements et félicitations.

*Abel Pansard, président de l'Ecole nationale de procédure française*  
*Abel Pansard, president of the French National school of procedure*

*Nadhir Ben Ammou, professeur de droit à la Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis*  
*Nadhir Ben Ammou, professor at the Science and Law Faculty of Tunis*

*Mourad Skander, président de la Chambre nationale des huissiers de justice tunisiens*  
*Mourad Skander, president of the National chamber of Enforcement agents of Tunisia*



**International Seminar of Tunis – 19 March 2004: Contribution of enforcement agents to the implementation of a judicial order throughout the world**

**In the wake of the memorable world conference in May 2003, the indefatigable Mourad Skander, Chairman of the national order of enforcement agents in Tunisia, organized an international seminar of exceptional scope, with specialists participating from all over the world.**



*La promotion 2004 des huissiers de justice tunisiens*  
*The 2004 promotion of enforcement agents*



### A reactive chairman

To start with, Mohamed Lejmi, Advocate General and director of the legal departments, speaking on behalf of Mr Tekkar, Minister of Justice and Human Rights, stressed the eminent role played by Tunisia in the international sphere through its assistance to many foreign countries and its involvement in globalisation. Chairman Skander expressed his joy in finding a panel with so many colleagues from Europe, Africa and America, only a few months after the 18th UIHJ (International Union of Enforcement agents) conference. UIHJ Chairman Jacques Isnard also expressed his delight, and was not sparing in his praise of the Tunisian Chairman's reactivity, and his eagerness to make matters progress whenever his country or his profession were involved.

### Talented speakers

Mr Skander's speech thus opened the seminar, which was divided into two parts. The first explored the influences of geopolitics on the enforcement agent's activity; the second dwelt on the experiences of various countries in building an international legal order.

This was a rich programme enabling those present to appreciate the quality and oratory skills of a large number of speakers.

Yacine Sene (Senegal) Vice Chairman of the UIHJ, dealt with the «beneficial effects of the OHADA treaty for African enforcement agents», while UIHJ treasurer Jean Christin (Switzerland) took us into the depths of federal systems, using Switzerland as an example.

No one could better Johan Fourie (South Africa), Member of the UIHJ Board, when analysing the coexistence of Roman law and common law, in the sense that the duality of these systems could be considered detrimental to the enforcement agent's activity in the southern Africa sub-region. Likewise, Jean-Paul Spinelli (France), also a Member of the UIHJ Board and one of the Union's major specialists on international agreements, was best placed to speak on the topic of the Franco-Tunisian cooperation of 28 June 1972 and the hierarchy of the instruments of international law.



*Un diplôme d'huissier de justice tunisien  
A Tunisian enforcement agent diploma*

The last speaker before the first part drew to a close was Roger Dujardin (Belgium), Vice Chairman of the UIHJ, who vaunted the merits of the Hague Convention of 15 November 1965 with regard to the transnational significance of legal acts.

### An international round table

The second half of the programme was devoted to a round table chaired by a host of considerable stature, Leo Netten (Netherlands). Participants included Tarek Tourjman (Tunisia), deputy secretary to the Board of the national order of enforcement agents in Tunisia, with «The standardisation of the enforcement agent's profession in Tunisia: an approach to be confirmed»; Dariusz Potkanski (Poland), deputy treasurer of the UIHJ, with «The progressive rise of enforcement agents in Poland»; Mohamed Bousmeha (Algeria) with «The disciplinary regime of enforcement agents in Algeria»; André Mathieu (Canada), deputy secretary of the UIHJ, with «Inspectorship in Quebec: educational back-up more than a disciplinary organ», and «Debt recovery» by Jean-Paul Spinelli.

Nor was training left aside: Abel Pansard, Chairman of the Management Committee of the Ecole Nationale de Procédure (France) and Roland De Meerleer (Belgium) both gave talks on this major issue in today's world.

### Tunisia: An important focal point for the profession

Lastly, the summary report was presented by Nadhir Ben Ammou, professor in the Tunis law faculty, whose talent and natural brilliance are always appreciated within the scientific precincts of the Union (Mr Ben Ammou was part of the world panel at the international conference in May 2003). He first of all emphasised the immense importance of the theme, and then mentioned the splendid contributions made by the various speakers.

Tunisia is definitely emerging as one of the world's most important focal points for the profession, and as such deserves our warmest encouragement and congratulations.